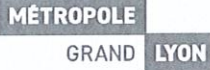


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Police de la circulation  
Extrait du registre des arrêtés du Président



Police du stationnement  
Extrait du registre des arrêtés du Maire

Arrêté temporaire n°2024CJT150490A1

Enregistré sous le numéro 2024CJT150490 de la Métropole de Lyon

Enregistré sous le numéro MIXT0206/2024 de la Commune de Caluire-et-Cuire

Objet : Réglementation de la circulation et du stationnement portant sur diverses voies (Caluire et Cuire), pour des travaux de tirage de fibre optique

**Le Président de la Métropole de Lyon**  
**Le Maire de la Commune de Caluire-et-Cuire**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,
- Les articles L.2213-2-2, L.2213-2-3, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire,
- Les articles L.2213-1, L.2213-1-1, L.2213-2, L.2213-3, L.2213-4, L.2213-5 et L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole;
- VU** le Code de la Route;
- VU** le Code de la Voirie Routière;
- VU** le Code Pénal et notamment l'article R.610-5;
- VU** le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article R.511-1;
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière;
- VU** l'arrêté municipal n°94/13 du 19 septembre 1994 réglementant les horaires de chantier;
- VU** le Décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation, modifié par le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 et le décret n° 2017-785 du 5 mai 2017;
- VU** le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvé en Comité Syndical du Syndicat mixte des Transports pour le Rhône et l'agglomération Lyonnaise le 8 décembre 2017;
- VU** l'arrêté N° 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature pour les mesures de police de la circulation, à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;
- VU** la note du 2 février 2024 du ministère chargé des transports, définissant le calendrier des jours « hors chantiers » retenus pour l'année 2024 et le mois de janvier 2025 ;
- VU** l'avis de la Métropole pour ce qui concerne les dispositions en matière de stationnement;
- VU** l'avis de M. le Préfet représenté par de la Direction Départementale des Territoires (DDT)
- VU** la demande du 14-03-2024 de l'entreprise INEO INFRACOM

**Considérant** qu'en raison de travaux de tirage de fibre optique, sur diverses voies, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules comme suit :

**Considérant** que la partie de la voie concernée est située en agglomération.

## **ARRÊTENT**

### **Article 1 - Dérogation**

Les dérogations à l'arrêté municipal n°94/13 sont accordées en raison de l'importance du trafic automobile en journée sur le site.

### **Article 2 - Travaux de nuits**

L'entreprise INEO INFRACOM ci-dessus désignée est autorisée à travailler, à titre exceptionnel de 01:30 à 04:15, les nuits du 08-04-2024 au 12-04-2024.

### **Article 3 - Chaussée réduite**

Du 08-04-2024 au 12-04-2024 de 01:30 à 04:15, les voies sont rétrécies au droit du chantier de la manière qui suit :

- Du 2 au 50 montée des Soldats,
- Au croisement de la rue Pasteur et de l'avenue Jean Monnet,
- 148 et 157 grande rue de Saint Clair,
- Au croisement de la rue de Margnolles / allée du Parc de la Jeunesse,
- 20 cours Aristide Briand.

### **Article 4 - Stationnement interdit**

Du 08-04-2024 à 01:30 au 12-04-2024 à 04:15, le stationnement est interdit au droit du 157 et 148 grande rue de Saint Clair sur 1 place et au droit du 20 cours Aristide Briand, sur 1 place.

### **Article 5 - Signalisation**

L'entreprise INEO INFRACOM devra mettre en place la signalisation adaptée 72 heures à l'avance. Il conviendra de prévenir impérativement la Police Municipale au 04.78.98.81.17 afin de faire constater la pose des panneaux d'interdiction de stationner, au moins 48 heures avant. A défaut, aucune intervention ne pourra être effectuée pour l'enlèvement des véhicules en infraction.

### **Article 6 - Travaux sous autorisation KEOLIS**

L'entreprise s'engage à faire une demande de **DATE** (avec ou sans consignation) auprès de Kéolis au 04 69 66 90 80. Le présent arrêté sera nul et non avenue si cette dernière a été refusée par Kéolis. Les travaux de chantier seront stoppés et l'entreprise s'expose à des poursuites.

### **Article 7 - Sécurité**

Le demandeur devra prendre toute disposition pour prévenir tout danger éventuel, il sera responsable de tout accident pouvant survenir du fait de la présence de son véhicule à cet emplacement.

### **Article 8 - Respect du calendrier des jours hors chantier**

Pour la Montée des Soldats, le chantier sera interrompu et la circulation sera rétablie sur toutes les voies du 01/03/2024 à cinq heures au 02/03/2024 à cinq heures, afin d'améliorer la fluidité du trafic et de réduire les encombrements de la circulation du aux prévisions de difficultés de circulation attendues.

### **Article 9 - Largeur de la chaussée**

Sur la Montée des Soldats, la largeur laissée libre sera au moins égale à 6,00 mètres axée sur une bande roulable de 3,00 mètres, sans obstacle de plus de 15 cm par rapport à la chaussée. En cas d'impossibilité de passage d'un convoi exceptionnel, le chantier ou l'opération en cours devront être neutralisés et la circulation rétablie dans la largeur et le temps nécessaires au passage du convoi exceptionnel.

### **Article 10 - Propreté de l'espace public pour les voies métropole**

Lors de l'achèvement des travaux, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur. En cas de dégradation de la chaussée, les trous et tranchés seront traités par un enrobé à froid. Le maître d'ouvrage doit prévenir la Métropole par déclaration LYvia afin de prévoir la réfection définitive. Les déblais et les matériaux entreposés pour les besoins du chantier seront évacués en fin de ce dernier.

### **Article 11 - Délais des travaux**

Si les travaux ne sont pas terminés dans les délais prévus à l'article premier, l'entreprise devra obligatoirement solliciter un nouvel arrêté.

### **Article 12 - Maintien des cheminements**

Les cheminements des modes actifs (accès PMR, piéton, vélo etc.), l'accès des riverains et le passage des véhicules de secours sont maintenus en permanence et protégés par des barrières sur le trottoir au droit du chantier. A défaut la circulation piétonne est renvoyée sur le trottoir opposé signalée. La circulation cyclable peut être renvoyée sur les voies de circulation de véhicules et signalée.

### **Article 13 - Publication électronique**

Le présent arrêté sera publié électroniquement sur le site de la Ville de Caluire et Cuire.

### **Article 14 - Ampliation**

Ampliation du présent arrêté sera faite à :

- INEO INFRACOM
- la Direction départementale des territoires
- La police municipale de Caluire-et-Cuire
- Le Centre de la Sécurité Urbaine
- Le Centre Hospitalo-Universitaire de Lyon
- le PC Bus KEOLIS
- Le Service Départemental-Métropolitain d'Incendie et de Secours
- Monsieur le préfet du rhone
- Monsieur le responsable de la Subdivision de Voirie secteur Nord
- Philibert Transport
- Publication électronique de Caluire-et-Cuire
- Subdivision de Nettoyement



## Article 15 - Recours

Mesdames, messieurs : la Directrice Générale des services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Général(e) des services de la Commune de Caluire-et-Cuire, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole de Lyon peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire de la Commune de Caluire-et-Cuire peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

À Lyon, le 18/03/2024

À Caluire-et-Cuire, le **21 MARS 2024**

Pour le Président,

Fabien Bagnon,  
vice-président délégué à la  
voirie et mobilités actives



